

# L'Afrique australe en sommet extraordinaire sur le Zimbabwe

**Les dirigeants d'Afrique australe, généralement peu enclins à critiquer le président Robert Mugabe, se retrouvent aujourd'hui à Lusaka pour tenter de trouver une issue à la crise politique au Zimbabwe.**

La présence à ce sommet du chef de l'Etat zimbabwéen est encore incertaine. Sa venue semblait acquise, mais le gouvernement zimbabwéen a indiqué hier qu'il «réfléchissait toujours» à la composition de sa délégation.

Le rival à l'élection présidentielle du 29 mars de M. Mugabe, le chef du Mouvement démocratique pour le changement (MDC) Morgan Tsvangirai, devrait participer au sommet. Les résultats du premier tour n'ont toujours pas été publiés.

Le MDC espère que cette réunion, convoquée par la présidence zambienne de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC, 14 pays), convaincra Mugabe de se retirer. Mais le parti au pouvoir en a minimisé l'importance. Et les analystes se montrent réservés.

«N'attendez pas trop de ce sommet. Le fait que les chefs d'Etat se réunissent signifie que la

pression est mise sur Mugabe afin de trouver une solution à la crise. Mais ils se sont montrés timides par le passé», a déclaré à l'AFP Neo Simutiyi, analyste de l'université de Zambie.

Au nom de la solidarité régionale, les dirigeants africains ont toujours évité de condamner publiquement Mugabe, en dépit du marasme économique et des violations des droits de l'Homme.

Tsvangirai, qui ces derniers jours a fait la tournée des principaux leaders de la région, a déjà revendiqué sa victoire à la présidentielle. Son parti, le MDC — vainqueur officiel des législatives organisées simultanément — a rejeté l'idée d'un second tour.

Mais l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF, au pouvoir) s'est dite prête à soutenir Mugabe à un second tour, tout en réclamant un nouveau décompte des suffrages.

«Nous espérons que la SADC

prendra des mesures concrètes pour aider les Zimbabwéens à obtenir les résultats de leur élection présidentielle, et persuader Mugabe de respecter la volonté du peuple et accepter la défaite», a déclaré à l'AFP Nelson Chamisa, porte-parole du MDC.

Pour l'analyste Sehlaire Makgetlaneng, «la majorité des dirigeants africains ont la même ascendance politique et s'ils se montraient durs avec Mugabe, cela créerait un précédent».

«S'ils se montrent critiques, leur critique sera extrêmement modérée. Ils ne veulent pas que la même chose leur arrive», a déclaré à l'AFP Makgetlaneng, de l'Institut pour l'Afrique, basé à Pretoria, comparant l'impasse zimbabwéenne aux violences post-électorales de décembre et janvier qui ont fait plus de 1 500 morts au Kenya où «les dirigeants africains n'ont absolument rien fait».

Médiateur de la SADC dans la crise zimbabwéenne, le président sud-africain Thabo Mbeki est très attendu à Lusaka. Mais il s'est toujours fait le champion d'une «diploma-

tie discrète» envers Mugabe. Son attitude ne devrait pas différer. «Notre gouvernement n'a pas le pouvoir de demander à d'autres présidents de se retirer. Le Zimbabwe n'est pas une province sud-africaine», a déjà souligné son vice-ministre des Affaires étrangères, Aziz Pahad.

La SADC, qui depuis plus de quatre ans multiplie réunions ministérielles et sommets sur la crise zimbabwéenne, n'est pas toujours restée les bras croisés en cas de troubles. En 1998, elle avait dépêché des troupes sud-africaines et botswanaises au Lesotho, en proie à des violences post-électorales.

Mais au Zimbabwe, elle a donné son blanc seing aux élections dès le lendemain du scrutin, les jugeant «crédibles».

«Le fait que le résultat n'ait pas été publié est une honte pour la région et le continent», souligne Makgetlaneng, selon lequel les dirigeants vont au moins lancer «un appel sérieux à Robert Mugabe et à la commission électorale pour délivrer immédiatement les résultats».

## IRAK

# Assassinat d'un leader chiite à Najaf, frappes américaines à Sadr

**L'un des principaux leaders du mouvement radical chiite de Moqtada Sadr a été assassiné hier à Najaf (centre-sud), risquant de relancer les violences entre militaires américains, alliés aux forces gouvernementales irakiennes, et miliciens sadristes.**

Riyad Al-Nouri, qui dirigeait la représentation locale du mouvement sadriste dans la ville sainte chiite (à 160 km au sud de Bagdad), a été assassiné alors qu'il rentrait à son domicile après la prière du vendredi.

Les assaillants ont pu prendre la fuite sans être inquiétés. M. Al-Nouri était l'un des hauts dirigeants du mouvement sadriste au niveau national, et lié par des liens familiaux à Moqtada Sadr.

Immédiatement après l'incident, les autorités locales ont imposé un couvre-feu total et jusqu'à un nouvel ordre sur la ville sainte.

Cet assassinat intervient dans un contexte de vive tension entre le mouvement Sadr et le gouvernement du Premier ministre Nouri Al-Maliki, soutenu par Washington, qui tente d'imposer par la force le démantèlement de l'armée du Mahdi, la milice de Moqtada Sadr.

Les forces de sécurité irakiennes, appuyées par les troupes américaines, avaient mené du 25 au 30 mars une vaste offensive à Bagdad, Bassorah (sud) et dans plusieurs villes du sud chiite contre, selon le gouvernement, des éléments «criminels» de l'armée du Mahdi.

Après une semaine de calme relatif, ces affrontements ont repris le 6 avril à Bagdad, dans la banlieue populaire chiite de Sadr City.

Au moins 75 personnes ont été tuées en une semaine, dont près d'un tiers par des tirs de snipers, selon une source médicale.

La ligne de front qui sépare les belligérants est située dans le sud-ouest de Sadr City.

Ce secteur est totalement déserté et sous le feu permanent des snipers des armées américaine et irakienne, a-t-on constaté. De nombreux civils y ont été tués par les snipers américains, selon

les témoignages des populations vivant à proximité. Au moins trois personnes ont été blessées hier matin par de nouveaux tirs de ces tireurs d'élite.

Sadr City est également la cible quotidienne de frappes aériennes américaines, menées par des hélicoptères, des drones ou des avions de chasse à haute altitude, qui visent des «criminels», selon la coalition.

Jeudi soir, six «criminels lourdement armés» ont été tués à Sadr City par un missile Hellfire, selon le commandement américain. Vendredi à l'aube, six autres miliciens présumés ont été tués dans une autre frappe à Bassorah.

Un calme précaire régnait hier à Sadr City, où seules des rafales d'armes automatiques étaient audibles par intermittence sur la ligne de front.

Selon les populations locales, les combattants de l'armée du Mahdi ont stoppé, en truffant les rues d'engins piégés, l'avancée vers le centre du quartier des soldats américains qui pourraient aussi avoir choisi délibérément de suspendre leur progression.

Quelques véhicules circulaient

dans les rues jonchées de débris, où les fidèles se rendent à la mosquée et des habitants se ravitaillent dans les rares boutiques ouvertes.

Tous les accès de Sadr City restent bouclés par l'armée irakienne mais les piétons peuvent cependant y entrer ou en sortir librement en dehors des zones de combat.

La veille, le mouvement sadriste a dénoncé le «siège» imposé par le Premier ministre Maliki et ses alliés américains à Sadr City, s'alarmant même d'une prochaine «catastrophe humanitaire» à mesure que les stocks alimentaires s'amenuisent dans le quartier.

Les autorités militaires de Bagdad prévoient d'autoriser de nouveau à partir d'aujourd'hui les véhicules à circuler dans Sadr City, interdiction en vigueur depuis une dizaine de jours et qui n'est de toute façon plus respectée.

A Kazimiyah, un autre grand quartier chiite de Bagdad, très peu d'armes ont été collectées par les forces de sécurité, malgré un ultimatum des autorités militaires aux milices expirant aujourd'hui.

# Zapatero investi à la présidence du gouvernement espagnol

Le dirigeant socialiste José Luis Rodríguez Zapatero a été investi, hier, à la majorité simple et au deuxième tour du vote du Congrès des députés, à la présidence du gouvernement espagnol pour un deuxième mandat de quatre ans.

Comme prévu, M. Zapatero a été réélu avec le seul soutien des députés du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) qui a remporté les élections législatives du 9 mars dernier avec 169 sièges, contre 154 pour le Parti populaire (PP - principal parti d'opposition) sur un total de 350 députés, soit la majorité relative.

Lors de ce deuxième tour de vote, il n'a obtenu que la confiance des 169 députés socialistes, contre 158 ainsi que 23 abstentions, soit le même résultat du premier tour qui s'est déroulé mercredi dernier et où la majorité absolue était requise pour être investi (176 voix).

Le PP a voté contre, alors que les partis nationalistes surtout catalan et basque comme Convergence et Union (CIU-10 députés) et le Parti nationaliste basque (PNV-6 députés) se sont abstenus laissant toutefois la porte ouverte à d'éventuels accords avec le gouvernement socialiste.

Dans une brève intervention avant le vote des parlementaires, M. Zapatero avait reconnu que le résultat chiite qu'il s'attendait «n'est pas une majorité suffisante», ajoutant qu'il chercherait toujours l'appui des autres groupes parlementaires» durant la nouvelle législature. Il a également renouvelé ses offres de «dialogue et de consensus» en direction des formations politiques notamment au Parti populaire sur plusieurs questions nationales, comme la lutte contre le terrorisme de l'Organisation séparatiste basque, l'ETA.

«L'Espagne démocratique, pluraliste et diverse, ne peut être bien gouvernée qu'avec le dialogue», a-t-il affirmé, appelant à cet égard, le principal parti de l'opposition à collaborer et à soutenir une «stratégie de lutte contre le terrorisme partagée par tous pour vaincre l'ETA».

Au plan économique, le leader socialiste a souligné que son gouvernement répondra aux effets de la crise mondiale sur l'économie de son pays, en prenant des «mesures urgentes» pour freiner le ralentissement de l'économie espagnole, ajoutant qu'il allait organiser «d'urgence» des discussions entre syndicats et entrepreneurs pour parvenir à un «grand accord sur la compétitivité de l'économie, dont celle du marché du travail».

M. Zapatero devra prêter serment aujourd'hui devant le roi Juan Carlos, avant d'annoncer dans la même journée la composition de son gouvernement.

Plusieurs de ses proches collaborateurs dans l'équipe sortante devraient être reconduits, notamment M<sup>me</sup> Maria Teresa Fernandez de la Vega, au poste de première vice-présidente du gouvernement, Pedro Solbes aux commandes de l'économie, et Miguel Angel Moratinos comme ministre des Affaires étrangères.

(APS)

# Mise en marche de 492 nouvelles centrifugeuses dans le centre de l'Iran

**492 nouvelles centrifugeuses d'enrichissement de l'uranium ont été mises en marche dans l'usine de Natanz, au centre de l'Iran, a rapporté hier l'agence officielle iranienne Irna.**

«Trois cascades de 164 centrifugeuses chacune sont en service à Natanz», a rapporté l'agence iranienne, citant un responsable iranien. Selon la même source, ces centrifugeuses sont de modèle P-1, de même type que

celles qui existent déjà. Mardi, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a annoncé que son pays est en phase de produire 6 000 nouvelles centrifugeuses d'enrichissement de l'uranium dans son usine de Natanz.

«Aujourd'hui le processus de la phase d'installation de 6 000 centrifugeuses a commencé à l'usine de Natanz», a-t-il déclaré, sans préciser si ces centrifugeuses avaient déjà été installées, ni leur nombre exact.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait fait état dans son dernier rapport en février de la poursuite de «travaux

d'installation» pour de nouvelles centrifugeuses, en sus des 2 952 déjà en activité.

Les Etats-Unis et certains pays occidentaux craignent que l'Iran développe des bombes atomiques sous couvert civil, mais Téhéran persiste cependant sur le fait que son programme est purement pacifique. Le Conseil de sécurité de l'ONU a déjà adopté deux résolutions de sanction contre le programme nucléaire iranien depuis décembre dernier, mais aucune des deux n'a réussi à persuader les Iraniens d'abandonner leur travail d'enrichissement d'uranium.

(APS)